



L'année 2007 : Une année charnière pour le Moyen-Orient

Par [Julien Pelissier](#)

Mondialisation.ca, 05 février 2007

[La nouvelle République](#) 5 février 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#), [L'IRAN](#)

L'année 2007 est une année charnière pour la politique américaine au Moyen-Orient puisque l'administration Bush est poussée à revoir ses priorités et à penser « l'après Irak ».

C'est pourquoi il semble nécessaire d'évoquer en quelques points la situation géopolitique de la région, afin de préciser l'échiquier qui se met en place dans la région du Moyen-Orient, fut-ce de manière imparfaite et imprécise.

De l'Afghanistan au Liban : un désastre de grande ampleur en un court laps de temps

L'accession à la présidence américaine de l'équipe de D. Cheney en 2000, avec l'appui de lobbys financiers et étrangers, a mis à l'ordre du jour de la nouvelle politique étrangère des Etats-Unis une volonté de changement de la carte du « Grand Moyen-Orient ».

Les objectifs de ce nouvel agenda peuvent être résumés comme suit : lutter contre le terrorisme, promouvoir le système démocratique occidental, consolider le système géopolitique favorable aux intérêts américains et israéliens, renverser les régimes opposés à l'hégémonie américaine dans la région, assurer le contrôle des ressources en hydrocarbures de la région, empêcher l'émergence d'une puissance régionale.

Six ans après, aucun de ces objectifs n'a été réalisé loin s'en faut. Il semble aujourd'hui que le principal défaut de cette politique est d'être restée trop floue dans la définition de ses objectifs, des moyens pour y parvenir et de n'avoir pas dissipé les contradictions de la politique américaine en terme d'alliances régionales et de légitimité morale, alors que cela était la condition primordiale pour espérer le moindre succès de ce plan ambitieux.

La crise afghane consacre l'échec d'une démocratisation à l'américaine et de la lutte contre le terrorisme. L'intervention de novembre 2001 est la seule crise récente du Moyen-Orient où l'intervention occidentale bénéficiait d'un mandat du Conseil de Sécurité au titre du chapitre sept de la Charte de l'ONU et par conséquent avait la légalité internationale pour elle. Malgré cela, outre les difficultés rencontrées pour capturer les responsables du mouvement « Taliban », la coalition n'a pas rempli les objectifs qu'elle s'était assignés, à savoir l'instauration d'un régime politique stable et « démocratique » en Afghanistan, capable de garantir ses intérêts stratégiques et économiques dans la région sur le long terme.

L'Afghanistan est aujourd'hui un narco Etat, exsangue et impuissant à préserver la cohésion nationale mise à mal par les jeux d'alliance complexes capitalisant sur les clivages

ethniques et religieux, conformément à la politique anglo-saxonne dans cette région.

Par ailleurs, suite à un revirement de politique de certains acteurs de la coalition, dont les Etats-Unis, le mouvement taliban regagne du terrain notamment dans le territoire dit « pachtoun » contigu à la frontière pakistanaise, depuis qu'il a retrouvé les faveurs de ses anciens alliés et protecteurs. L'Afghanistan est donc devenu grâce à l'intervention de l'Otan le plus grand exportateur mondial d'opium et de terrorisme.

L'intervention américaine en Irak ne s'est pas passée comme le prévoyaient les plans de l'armée américaine. La coalition se délite, avec le retrait programmé de contributeurs de troupes importants, comme l'Italie, l'Espagne, le Japon, la Corée du Sud, la Pologne et surtout la Grande-Bretagne.

L'occupation américaine de ce pays est remise en cause alors même que l'occupant n'a pas encore pu récolter les profits escomptés de la victoire. Au contraire, l'aventure irakienne du quarteron néo-conservateur se solde par un échec militaire flagrant ainsi qu'un lourd déficit budgétaire.

L'armée américaine est dépassée et fait face à une grave crise morale et hiérarchique avec la mutinerie de soldats du rang et la fronde d'une grande partie de l'Etat-major, se soldant par des désertions nombreuses et des démissions médiatiques pour les officiers supérieurs.

Le borbier irakien se transforme en une affaire politique intérieure délicate pour la nouvelle administration, alors que le peuple américain désire un retrait rapide des troupes d'occupation et que les élections de Novembre ont amené une nouvelle majorité démocrate au Sénat et à la Chambre des Représentants.

D'un point de vue régional, l'élimination du régime bassiste irakien par les Etats-Unis, après avoir facilité son accession au pouvoir, soutenu son effort de guerre contre l'Iran et autorisé la répression de sa population chiite et kurde après l' « Intifada » de 1991, constitue un virement de politique important.

La chute du régime bassiste irakien et de son imprévisible tyran constitue une deuxième victoire stratégique pour l'Iran, qui perd en deux ans deux ennemis dangereux à ses frontières, le régime bassiste de Saddam Hussein et le régime Taliban de Mullah Omar. A la place, la tenue d'élections légales amène au pouvoir une majorité parlementaire relativement favorable au régime iranien et à sa politique régionale.

La carte politique irakienne est désormais plus conforme à la réalité démographique avec une majorité chiite et deux fortes minorités kurde et sunnite. Quant au gouvernement afghan, il résulte d'un complexe dosage représentatif des multiples sensibilités afghanes au minimum neutre vis-à-vis du régime iranien après une décennie de fanatisme anti-chiite pratiqué par les extrémistes talibans et les wahabbites étrangers.

Au Liban, la guerre de l'été 2006 a littéralement bouleversé les équations stratégiques de la région avec une montée en puissance du « Hezbollah » sur la scène libanaise et de l'arc syro-iranien sur la scène régionale. Enfin, le comportement suspect du gouvernement de F. Siniora pendant les dernières hostilités a fini de porter le coup de grâce à sa fragile légitimité depuis que l'unité affichée de son gouvernement avait implosé suite au départ des ministres appartenant à l'opposition. Aujourd'hui, le gouvernement Siniora ne peut subsister qu'avec le soutien inconditionnel de ses alliés occidentaux et régionaux.

En Palestine, la victoire électorale du mouvement Hamas met fin à la suprématie du Fatah sur les institutions renaissantes de ce pays, coupant de ce fait les relais puissants que les occidentaux et les Israéliens avaient tissés avec celles-ci depuis les accords d'Oslo. La victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes a fini de convaincre que le processus démocratique n'était pas compatible avec la promotion des intérêts occidentaux qui préfèrent revenir à la traditionnelle politique de soutien aux régimes autoritaires et illégitimes, dépendant de l'extérieur pour leur survie politique et financière.

Dans tous les cas, la diplomatie américaine s'est montrée incapable de promouvoir ses objectifs à long terme à tel point que ses meilleurs alliés régionaux, le « camp modéré » incluant la Jordanie et les pusillanimes monarchies du Golfe, se sont émus publiquement de l'inconstance politique de l'administration américaine dans la région et des conséquences nuisibles que cela pouvait avoir pour la stabilité de la région et la pérennité de l'alliance stratégique qu'ils ont conclue avec les Etats-Unis.

En tout état de cause, le projet de « Grand Moyen-Orient » est aujourd'hui enterré et les Etats-Unis hésitent désormais entre revenir à leur politique traditionnelle, qualifiée de « pragmatisme autoritaire », et consistant à soutenir des gouvernements à faible légitimité populaire et dépendant de l'extérieur, ou à s'obstiner dans l'imposition d'un ordre américain au travers d'un « wilsonnisme botté », supposant le recours à des interventions militaires capables de renverser les régimes politiques hostiles, sans le soutien autochtone nécessaire à un tel changement, afin d'y imposer un des leurs.

Entre lubie et réalité : la « Maison blanche » serait-elle schizophrénique ?

Bien qu'aucun effort ne soit épargné pour présenter la situation moyen-orientale sous un bon augure, la réalité sur le terrain diffère du tableau que nous dresse la propagande militaire. Outre l'échec patent de la politique américaine, l'antiaméricanisme populaire et la remise en cause des régimes autoritaires ont gagné du terrain.

Aujourd'hui, pour espérer le moindre succès, toute initiative américaine doit, soit se faire en clandestinité, soit gagner le soutien de pays que l'administration actuelle a elle-même rangés dans ce qu'elle qualifie mystérieusement d'« axe du mal ». Ceci alors que les échecs successifs rappelés plus haut ont renforcé la position de l'Iran et de la Syrie, qui constituent aujourd'hui le seul rempart à l'ordre américain, devenu un repoussoir pour les populations autochtones suite au test effrayant de l'Irak. La population locale assimile la politique américaine à une forme avancée de terrorisme d'Etat.

C'est pourquoi, contrairement aux pays de la « modération », qui ont choisi de se plier à l'ordre américain et de nouer des relations diplomatiques, militaires et économiques avec Israël, au risque de perdre toute légitimité populaire, l'Iran et la Syrie ont préféré adopter une politique d'indépendance nationale plus à même de satisfaire les aspirations de leur population.

Par ailleurs, en s'alignant complètement avec l'axe américain, les pays arabes, à l'exception de la Syrie et du Liban, se sont privés des bénéfices résultant de l'effet de balance qu'ils maniaient avec subtilité lors de la guerre froide en terme de rapports de force entre superpuissances.

Les Etats-Unis sont encore une super-puissance, mais pas dans la région puisque le Moyen-Orient est devenu imperméable à la propagande américaine, une condition nécessaire au

succès de sa politique sur le long terme. Par conséquent, si l'on considère leurs intérêts nationaux, les régimes arabes ont fait une erreur en accédant à toutes les demandes américaines puisqu'ils n'ont désormais plus rien à offrir pour faire monter les enchères diplomatiques et tirer un profit de leurs options.

La réalité est que ces pays sont essentiellement des dictatures accrochées à leur commerce politique lucratif et terrorisées à l'idée de se voir obligées de tenir des élections libres qui amèneraient inéluctablement les partis d'opposition à leur place.

Finalement, les Etats-Unis ont fini par comprendre qu'il n'était pas de leur intérêt de poursuivre les objectifs de politique étrangère qu'ils s'étaient fixés en 2000 et ont abandonné cette politique depuis la victoire du Hamas en Palestine lors des dernières élections. Aujourd'hui, la lubie américaine consistant à changer tous les régimes résistant à leur domination régionale ne peut se concrétiser que par le recours illégitime à la force brutale des armes, comme ce fut le cas en Irak.

Au contraire, accepter un changement substantiel de politique confirmerait la faillite morale de l'administration actuelle, qui n'a jamais pu retrouver de crédibilité après avoir justifié ses plans d'occupation par des arguments mensongers et des raisonnements suspects.

Même si des rapports inquiétants, émanant de sources proches de la Présidence américaine, faisaient état de la fragilité psychologique du président Bush, les échecs successifs sur le terrain, la défaite électorale des républicains en Novembre 2006 et l'opposition de cercles dirigeants à Washington contre la politique inutilement belliciste suggérée à l'hôte de la Maison-Blanche par l'équipe de D. Cheney, laissaient espérer une correction sévère de son approche régionale actuelle.

Or, le discours du 10 janvier de G. Bush annonce l'envoi de troupes supplémentaires en Irak sans reprendre les préconisations du rapport Baker-Hamilton. Cette décision a immédiatement été rejetée par la majorité démocrate au Congrès. Ceci confirme le caractère schizophrénique de l'équipe en place à la Maison-Blanche et met en doute sa capacité de jugement quant aux mesures à prendre, compte tenu des nouvelles réalités du terrain.

Des dangers imminents qui menacent à l'horizon...

Dans un climat de fin de règne sur fond de crise politique, l'équipe présidentielle caresserait l'ambition de renverser les régimes en place en Iran et en Syrie. Cela ferait partie de la mission messianique dont se faisaient récemment l'écho C. Rice et T. Blair pour « sauver les valeurs occidentales ».

Quelques indices inquiétants renforcent cette hypothèse : l'attaque et le kidnapping répété de diplomates iraniens en Irak par les troupes américaines, l'envoi de groupes aéronavals supplémentaires dans le Golfe persique, l'annonce de la démission de J. Abizaid et de la « promotion » de Pace au poste de chef d'Etat-major interarmé pour mars 2007, tous deux des officiers supérieurs impliqués en Irak et opposés à une offensive américaine contre l'Iran, les « fuites » d'informations selon lesquelles l'armée israélienne se préparerait à des frappes nucléaires tactiques contre les installations et les centres de pouvoir iraniens, l'envoi de troupes supplémentaires en Irak pour contenir l'insurrection chiite, sont autant de signes annonciateurs et de tests pour évaluer l'état de l'opinion publique.

Les menaces proférées par les responsables américains et israéliens sont donc à prendre au sérieux, car même si une telle attaque ne satisfait pas aux critères raisonnables permettant aux néo-conservateurs d'espérer atteindre l'objectif déclaré d'une telle intervention, l'état psychologique de l'équipe de D. Cheney depuis l'« opération » du 11 septembre 2001 et la fragilité politique du gouvernement d'E. Olmert depuis la défaite cuisante de cet été suite à la razzia en territoire libanais, constituent le terreau propice à un dernier recours avant une fin annoncée.

En tout état de cause, le scénario le plus probable qui sera poursuivi par l'administration américaine consiste à générer l'« arc de crise », une stratégie fièrement prônée par Bernard Lewis et Zbigniew Brzezinski depuis le début des années 1970.

Reprenant une constante de la politique britannique dans la région, notamment à l'encontre de l'Empire ottoman, B. Lewis théorise le concept d'« arc de crise » dans le cadre de la guerre froide contre l'Union soviétique. Cela consiste à « balkaniser » le Moyen-Orient sur la base des nationalismes et des communautarismes des populations autochtones, en créant un collier de petits émirats « islamiques » afin d'alimenter la guérilla contre la présence soviétique dans le Caucase et de stimuler la sécession des républiques caucasiennes. Cette théorie est publiée pour la première fois en 1979, après la victoire de la révolution islamique sur le Shah d'Iran et le début de l'ingérence des deux blocs en Afghanistan. Aujourd'hui, l'« arc de crise » permet de satelliser de petits « émirats » incapables d'avoir une défense crédible, de contrôler plus facilement les ressources pétrolières de la région, d'éviter l'émergence d'une puissance régionale autre qu'Israël et de réaliser l'objectif « civilisationnel » consistant à empêcher la renaissance du monde musulman au niveau politique, scientifique et économique.

Dans cette perspective, le Département d'Etat travaille à la promotion d'une « coalition des modérés », en fait un ensemble d'Etats arabes d'obédience sunnite alliés aux Etats-Unis, alors que les services secrets américains apporteraient leur aide aux régimes et groupuscules wahabbites pour attiser la dissension entre sunnites et chiites en reprenant le modèle « taliban ». Momentanément interrompu suite à l'occupation américaine de l'Irak, la réactivation du conflit confessionnel sert à la fois à rétablir l'autorité des pays sunnites alliés des Etats-Unis sur la population sunnite et à contrer l'influence grandissante des courants politiques chiites et par conséquent de la sphère d'influence iranienne.

01 et 03 février 2007, publié dans le quotidien algérien la Nouvelle République

La source originale de cet article est [La nouvelle République](#)
Copyright © [Julien Pelissier](#), [La nouvelle République](#), 2007

Articles Par : [Julien Pelissier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca